

DECISION N°2022-L0168/ARCOP/ORD

sur recours de PLANETE SERVICES contre les résultats provisoires de la demande de prix à commandes n°2022-002/MEFP/SG/ENAREF/DG/PRM pour l'acquisition de fournitures de bureau et imprimés de feuilles de devoir au profit de l'ENAREF

**L'ORGANE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS
STATUANT EN MATIERE DE LITIGE :**

- Vu** *la loi n°039-2016/AN du 02 décembre 2016 portant réglementation générale de la commande publique ;*
- Vu** *le décret n°2017-0050/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique ;*
- Vu** *le décret n°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public, ensemble ses modificatifs ;*
- Vu** *le décret n°2017-0051/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant réglementation de la maîtrise d'ouvrage publique déléguée ;*
- Sur** *recours par lettre en date du 13 avril 2022 de PLANETE SERVICES contre les résultats provisoires de la demande de prix à commande ci-dessus citée ;*

présidé par Madame Kâ J. Sonia KABORE/OUEDRAOGO, membre de l'Organe de règlement des différends (ORD) ;

en présence de :

- Monsieur Dasmané TRAORE, membre de l'ORD ;
- Monsieur Jean Urbain KORSAGA, membre de l'ORD ;
- Monsieur A. Dramane SAKANDE, assurant le secrétariat de l'ORD ;

et en présence des représentants des parties :

- au titre du requérant, Messieurs Salif KIEMTORE et Sommaila TASSEMBEDO, représentant PLANETE SERVICES ;
- au titre de l'autorité contractante, Monsieur Boukary SAWADOGO, représentant l'ENAREF ;
- au titre de l'attributaire provisoires, Monsieur Paul OUATTARA, représentant LES DIX M ;

après avoir délibéré conformément à la réglementation ;

rend la présente décision fondée sur la régularité du recours, les faits et moyens exposés ci-après ;

EN LA FORME :

sur la compétence,

considérant que la demande de prix à commande sus visée reste soumise aux dispositions du décret n°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;

considérant qu'aux termes de l'article 24 du décret n°2017-0050 ci-dessus visé, l'ORD est compétent en matière de litige dans la phase de passation de la commande publique ;

considérant que le recours concerne la contestation des résultats provisoires de la demande de prix à commandes n°2022-002/MEFP/SG/ENAREF/DG/PRM pour l'acquisition de fournitures de bureau et imprimés de feuilles de devoir au profit de l'ENAREF ;

qu'il y a lieu de dire que l'ORD est compétent pour en connaître ;

sur la recevabilité,

considérant qu'aux termes de l'article 26 de la loi n°039-2016/AN du 02 décembre 2016 portant réglementation générale de la commande publique susvisée « Les délais de passation, de contrôle et de règlement de différends relatifs aux commandes publiques sont fixés comme suit :

- (...) ;
- pour le recours des candidats et soumissionnaires auprès de l'autorité contractante ou devant l'instance de recours non juridictionnel, selon qu'ils exercent un recours préalable devant l'autorité contractante qui est facultatif ou un recours, directement devant l'instance de recours non juridictionnel: deux jours ouvrables à compter du lendemain de la publication de l'avis d'appel à concurrence ou des résultats des travaux de la commission d'attribution des marchés ou de la réception de la lettre d'invitation selon le cas ;

En cas d'exercice de recours préalable devant l'autorité contractante, celle-ci répond aux candidats ou soumissionnaires requérants dans les deux jours ouvrables à compter de sa saisine ;

Lorsque la réponse de l'autorité contractante est insatisfaisante ou lorsqu'elle ne répond pas dans le délai qui lui est imparti, les candidats ou soumissionnaires disposent de deux jours ouvrables à compter de l'échéance du délai imparti à l'autorité contractante, pour saisir l'instance de recours non juridictionnel ;

considérant que les résultats provisoires de la demande de prix à commande ci-dessus citée ont été publiés dans le quotidien des marchés publics n°3332 du lundi 11 avril 2022, et que le délai de recours auprès de l'autorité contractante ou de l'ORD courait jusqu'au mercredi 13 avril 2022; que PLANETE SERVICES a saisi l'ORD par lettre en date du mercredi 13 avril 2022 ; que par ailleurs, le recours est conforme aux autres conditions de recevabilité prévues à l'article 28 du décret n°2017-0050/PRES/PM/MINEFID du 1er février 2017 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique ;

que dès lors, il convient de le déclarer recevable ;

AU FOND :

sur les faits;

l'École Nationale des Régies Financières (ENAREF) a lancé la demande de prix à commandes n°2022-002/MEFP/SG/ENAREF/DG/PRM pour l'acquisition de fournitures de bureau et imprimés de feuilles de devoir ;

la Commission d'attribution des marchés (CAM) a déclaré l'offre de PLANETE SERVICES hors enveloppe;

le requérant conteste la décision de la CAM et fait valoir que l'attributaire provisoire ainsi que tous les soumissionnaires déclarés conformes ont fait une fausse facturation aux items 13, 69 et 100 ; qu'en prenant en compte la facturation normale de trois items, il est hors enveloppe ; qu'en effet, celui-ci a certainement facturé le paquet de rame en lieu et place de 5 rames de 500 feuilles ;

il sollicite donc de l'ORD un réexamen des résultats provisoires afin de le rétablir dans ses droits ;

sur la discussion,

considérant que le dossier de demande de prix a exigé dans le bordereaux des quantités à l'item 69, 500 cartons de rames et en unité de carton de 5 rames ;

considérant que le requérant a réaffirmé son argumentaire ci-dessus cité ;

considérant que la CAM a noté que les offres ont été analysées conformément au DAO ; que les offres hors enveloppe ont été écartées de l'analyse ;

considérant que l'attributaire provisoire a soutenu que les prix proposés à tous les items sont réalistes et son offre mérite d'être retenue ;

considérant que l'ORD, après avoir entendu les parties et effectué les vérifications utiles, a relevé que la question de sous facturation de l'attributaire provisoire sur les items 13, 69 et 100, aucun élément ne permet objectivement de l'établir ; que mieux, les quantités ont été respectées à tous les items conformément au dossier d'appel à concurrence ;

qu'au regard de ce qui précède, il y a lieu de dire que la plainte du requérant n'est pas fondée et de confirmer les résultats provisoires ;

par ces motifs ;

DECIDE :

-qu'il est compétent ;

-que le recours de PLANETE SERVICES est recevable ;

-que la demande de prix à commande sus visée reste soumise aux dispositions du décret n°2017-0050/PRES/PM/MINEFID du 1er février 2017 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique ;

-que la plainte de PLANETE SERVICES n'est pas fondée ; que la question de sous facturation de l'attributaire provisoire sur les items 13, 69 et 100, aucun élément ne permet objectivement de l'établir ;

-de confirmer les résultats provisoires de la demande de prix à commandes n°2022-002/MEFP/SG/ENAREF/DG/PRM pour l'acquisition de fournitures de bureau et imprimés de feuilles de devoir au profit de l'ENAREF ;

-que le Secrétaire permanent de l'Autorité de régulation de la commande publique est chargé de notifier aux parties et à la Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers la présente décision qui sera publiée où besoin sera.

Ouagadougou, le 19 avril 2022

La Présidente de séance

Kâ J. Sonia KABORE/OUEDRAOGO